

Santé, Protection animale, Environnement
2 rue Pierre Bonnard
CS 70590
64010 Pau

Pau, le 04/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCEA UREPEL AMARRAIN

Bâtiment Natura Amarrain - Eiheralde
64430 Saint-Étienne-De-Baïgorry

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0056401673

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/07/2025 dans l'établissement SCEA UREPEL AMARRAIN implanté Bourg 64430 Urepel. L'inspection a été annoncée le 17/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La SCEA UREPEL AMARRAIN est inspectée au titre du programme pluriannuel de contrôles des établissements soumis à la réglementation des ICPE (tous les 3 ans pour les élevages relevant du régime de l'autorisation).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA UREPEL AMARRAIN
- Bourg 64430 Urepel
- Code AIOT : 0056401673
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La pisciculture SCEA UREPEL AMARRAIN est spécialisée dans l'élevage des truites arc-en-ciel (gros-sissement) sur la commune d'UREPEL, en bordure de la Nive des Aldudes. Elle fait partie du GIE Natura Amarrain. Cette pisciculture, dont la production totale est autorisée à 200 tonnes de truites par an, a réorienté sa production récemment vers l'élevage de très grosses truites pour répondre à la demande croissante du marché.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les évolutions que connaît la pisciculture SCEA UREPEL AMARRAIN depuis quelques années, tant sur le plan administratif que sur le mode de production et sur les installations piscicoles nécessitent d'actualiser l'arrêté préfectoral n°99/IC/216 du 27 mai 1999 autorisant cet établissement à élever des truites arc-en-ciel.

La question de la continuité écologique, en lien avec la redynamisation du plan de progrès, reste d'actualité sur cette pisciculture dotée un seuil qui en est dépourvu.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Débit dérivé	Arrêté Préfectoral du 08/07/1999, article Article 4	Demande d'action corrective	
3	Installations piscicoles et biomasse	Arrêté Préfectoral du 08/07/1999, article 2 et 9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Autosurveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 08/07/1999, article Article 13	Demande d'action corrective	
5	Stockage d'oxygène	Arrêté Ministériel du 10/03/1997, article Nomenclature	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Débit réservé	Arrêté Préfectoral du 07/04/2005, article Article 5	Sans objet
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 08/07/1999, article Article 17	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La pisciculture SCEA UREPEL AMARRAIN respecte globalement les prescriptions arrêtées dans son autorisation d'exploiter du 27 mai 1999 à l'exception de quelques points qui nécessitent d'être améliorés voire corrigés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Débit réservé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2005, article Article 5
Thème(s) : Élevage, Prélèvement d'eau
Prescription contrôlée : Respect du débit réservé, moyen de contrôle et tenue d'un registre
Constats : Le respect du débit réservé de 200 l/s est assuré par le calibrage de la vanne de décharge ouverte à 16 cm du sol. Constat : le jour du passage de l'inspection, la vanne de décharge est effectivement ouverte à

cette échancrure. Le barrage est par ailleurs en surverse.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Débit dérivé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/1999, article Article 4
Thème(s) : Élevage, Prélèvement d'eau
Prescription contrôlée : Respect de l'autorisation, moyen de contrôle du débit dérivé et tenue d'un registre
Constats : Une échelle limnimétrique est installée dans le bassin de décantation après la vanne d'admission. La lecture de l'échelle indique le niveau 0 le jour de l'inspection, correspondant au débit autorisé de 765 l/s. Remarque : Le tarage de l'échelle limnimétrique ne figure pas dans le dossier ICPE du pisciculteur. Le pisciculteur effectue également une mesure mensuelle par courantomètre. Les relevés sont inscrits dans un registre qui ont été fournis à l'inspection. Les valeurs mensuelles enregistrées par le pisciculteur respectent le débit maximal autorisé. Constat : la fréquence de mesure indiquée à l'article 4 de l'AP n'est pas respectée (1 fois par semaine et 1 fois par jour en période d'étiage).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient d'enregistrer le débit prélevé selon la fréquence prescrite à l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°99/IC/216 du 27 mai 1999).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 3 : Installations piscicoles et biomasse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/1999, article 2 et 9
Thème(s) : Élevage, Production, tonnage en bassins, conduite d'élevage
Prescription contrôlée : Respect du tonnage autorisé et de la biomasse, état des installations
Constats : Constat : le tonnage présent en bassins le jour de l'inspection est de 133,5 tonnes environ. Les alevins proviennent de la pisciculture Amaura à Lekaroz en Espagne (œufs de Sarrance). Les truitelles arrivent sur site à un poids supérieur à 200 gr (entre 200 et 500 gr) et sont élevées jusqu'à un poids moyen de 3 à 3,5 kg. Elles sont ensuite envoyées dans les ateliers de Delmas (40) pour transformation en pavé, filets, fumage tc.. L'inspection constate que la modification de la conduite d'élevage dont un porté à connaissance avait été reçu à la DDPP le 25 novembre 2024 est effective depuis 2 ans. Le pisciculteur a choisi de concentrer la biomasse en utilisant moins de bassins (5 sont vides et seront utilisés pour du stockage intermédiaire uniquement). Cette conduite permet d'améliorer la circulation d'eau (concentration du volume d'eau et augmentation du courant d'eau) et évite la sédimentation.

De plus, depuis le début du mois de juillet, 3 bassins sont en assec et sont en cours de travaux (construction de serpentins). Au total, sur la partie basse de la pisciculture, 9 bassins seront ouverts en serpentins. Sur la partie haute de la pisciculture, 9 bassins seront également équipés de serpentins au total. Le reste ne sera plus utilisé.

Selon les informations fournies par le pisciculteur, cette conduite d'élevage, dont le grossissement dure 2 à 3 ans en moyenne, permet une diminution de la consommation d'aliments et par conséquent une diminution de la consommation d'oxygène. Elle permet aussi d'améliorer les conditions de travail des salariés (moins de manipulation, moins de transport etc). Ces informations devraient être confirmées par l'étude attendue suite au courrier de la DDPP du 24 mars 2025 et portant sur l'absence d'impact de cette nouvelle conduite d'élevage sur le milieu récepteur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Un rappel des éléments demandés dans le courrier en date du 24 mars 2025 d'instruction du PAC 2024 est fait le jour de l'inspection, ainsi qu'une demande de note complémentaire relative à la nouvelle organisation des bassins piscicoles.

Remarque : les prescriptions édictées dans l'arrêté préfectoral du pisciculteur nécessitent d'être actualisées, notamment les articles 2 (biomasse), 9 (installations piscicoles) et 11 (mode d'alimentation).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Autosurveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/1999, article Article 13

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet

Prescription contrôlée :

Respect des VLR et fréquence des analyses

Constats :

Constat : Le point de prélèvement pour l'analyse des rejets de la pisciculture est effectué à environ 210 m du dernier rejet, au niveau du pont d'Urepel selon les informations fournies par le pisciculteur.

Ce point de mesure est conforme à l'arrêté préfectoral du pisciculteur pour le paramètre NH4 qui prescrit une mesure après 300 m du dernier rejet de la pisciculture. En revanche, l'arrêté préfectoral n° 99/IC/216 ne précise pas le point de prélèvement pour les autres paramètres à mesurer. Aussi ce sont les prescriptions de l'arrêté ministériel du 01/04/2008 qui s'appliquent (100 m après le dernier rejet, sauf autorisation prescrite dans l'arrêté préfectoral dans la limite de 300 m maximum à l'aval de la pisciculture).

A la demande de la DDPP, les résultats des analyses en ponctuel et en 24 h des 4 dernières années ainsi que l'année 2025 en cours ont été transmis à l'inspection. Elles ont été établies par CAPENA pour les autocontrôles en ponctuel, et par le GDSAA pour les analyses en ponctuel et en 24H dans le cadre de la carte d'identité environnementale.

Les résultats sont conformes aux valeurs limites de rejet inscrites dans l'arrêté préfectoral du pisciculteur.

De même, la fréquence des analyses respecte l'article 13 de l'arrêté, paragraphe « autocontrôles ».

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 5 : Stockage d'oxygène

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/03/1997, article Nomenclature
Thème(s) : Risques accidentels, Installation soumise à déclaration
Prescription contrôlée : Respect de l'AP du 10/03/1997
Constats : Une cuve à oxygène de 12000 litres est présente sur le site (contre 15000 litres prévus et 10000 litres stockés initialement), et sécurisée (clôture et extincteur contrôlé en 2025). Cette augmentation du volume stocké avait été déclarée par courrier du pisciculteur du 06 juillet 2023. Toutefois, le stockage d'oxygène est réglementé par l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 et doit donc faire l'objet d'une déclaration à part entière au titre de la rubrique 4725 de la nomenclature des ICPE (déclaration en ligne).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient de déclarer le stockage d'oxygène sur le site internet de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques (plateforme du service public)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/1999, article Article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : Respect de la périodicité de contrôle des installations électriques
Constats : Les rapports APAVE ont été montrés à l'inspection. Le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé le 28 octobre 2024 (rapport transmis au pisciculteur en mars 2025).
Type de suites proposées : Sans suite